M. Bill Kempling (Burlington): Monsieur le Président, je serai très bref dans mes observations sur le projet de loi S-11. Comme nous le savons, celui-ci a été adopté par le Sénat le 24 mai, après avoir fait l'objet d'un examen raisonnable de la part du comité des banques et du commerce du Sénat. Il compte quelque 175 pages et c'est à peu près aussi excitant de le lire que de regarder sécher de la peinture. Toutefois, il était nécessaire.

M. Lumley: Nous ne voulons pas savoir comment vous employez vos loisirs.

M. Kempling: Il traite de toute une série de questions fiscales intervenant entre le Canada et des pays comme la Tunisie, le Bangladesh, le Cameroun, le Sri Lanka, le Kenya, l'Égypte, la Côte d'Ivoire et la Suède. Il va permettre au commerce et aux opérations financières personnelles de s'exercer régulièrement sans double imposition. Il traite évidemment des questions relatives à l'impôt sur le revenu et sur la fortune.

Par exemple, il stipule que le domicile fiscal d'une personne résidant dans deux pays sera déterminé selon un ensemble de règles qui ont été établies à la suite de négociations entre notre gouvernement et le gouvernement des pays contractants. Une autre disposition prévoit la façon de déterminer ce que sont les établissements stables. C'est l'expression qui sert à désigner une entreprise qui exerce son activité dans deux pays. Elle s'applique à un siège de direction, une succursale, un bureau, une usine, un atelier, une mine, une carrière ou que sais-je encore. Nous avons maintenant des règles de base qui permettront de circonscrire toutes ces questions.

Le projet de loi porte aussi sur des questions relatives à la navigation maritime et aérienne, aux bénéfiques, aux dividendes, aux gains en capital, au revenu d'intérêt, aux redevances, aux tantièmes, à la rémunération des artistes, athlètes et enseignants, au revenu des étudiants dans les cas où ils poursuivent des études tout en travaillant dans l'un des pays contractants, de même qu'au revenu de sources diverses. La mesure va évidemment contribuer à ordonner les accords commerciaux entre le Canada et ces autres pays.

Comme le ministre l'a signalé, nous avons conclu jusqu'à maintenant de ces accords avec 39 pays différents. Nos relations commerciales avec ces pays sont facilitées parce que nous savons qu'un régime d'imposition qui peut être défini par les deux parties favorise le cours normal des affaires entre les deux pays contractants.

C'est tout ce que j'avais à dire. Je crois savoir que l'on s'entend pour étudier le projet de loi en comité plénier aujourd'hui.

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Monsieur le Président, j'ai trouvé amusante la comparaison dont le député de Burlington (M. Kempling) s'est servi pour parler du caractère excitant du projet de loi. Contrairement à mon collègue, je n'ai jamais été placé dans une situation où j'ai eu à regarder sécher de la peinture. Je suppose qu'il a raison; je ne suis pas en mesure de vérifier.

Le député l'a dit, la mesure législative a été adoptée par le Sénat. Comme je fais normalement, j'ai pris un soin minutieux à lire toutes les délibérations du comité du Sénat pour m'assurer que les questions y ont été examinées comme il faut et que les délibérations ont été menées comme nous l'aurions fait ici.

Conventions en matière d'impôt sur le revenu

Il se pourrait bien que nous ayons enfin trouvé le rôle qui convient au Sénat. C'est peut-être dans le cas de questions de cette importance de caractère moins politique que le Sénat peut jouer un rôle.

Quoi qu'il en soit, à l'instar de l'opposition officielle, nous allons faciliter l'adoption des sept accords entre notre gouvernement et ceux de ces pays étrangers.

M. John Gamble (York-Nord): Monsieur le Président, le ministre a fait état plutôt brièvement des dispositions interdisant les distinctions dans les conventions qui forment une partie intégrante du projet de loi. De fait, les mêmes dispositions figurent dans le projet de loi S-14 que la Chambre a déjà adopté. Les députés ne se rendent peut-être pas bien compte qu'à l'heure actuelle la loi de l'impôt sur le revenu accorde une déduction aux petites entreprises tout en faisant une distinction. Cette distinction se fait non pas en fonction de la taille des sociétés, mais plutôt du fait qu'elles appartiennent à des Canadiens.

Puisque ces conventions sont sensiblement les mêmes, je donnerai à titre d'exemple l'alinéa 3 de la Partie VI de la convention avec la Tunisie. Il est intéressant de voir que l'imposition d'un établissement stable qu'une entreprise d'un État contractant a dans l'autre État contractant n'est pas établie dans cet autre État d'une façon moins favorable que l'imposition des entreprises de cet autre État qui exercent la même activité.

Quand nous voulons modifier la loi de l'impôt sur le revenu, nous devrions le faire directement à la Chambre au lieu que ce soit par voie d'un projet de loi d'abord présenté au Sénat et qui doit être adopté rapidement à la Chambre. Soit dit en passant, même si nous avons exhorté le ministre des Finances (M. Lalonde) à présenter le projet de loi modifiant la loi de l'impôt sur le revenu comme il aurait dû le faire après avoir présenté son budget le 15 février, il ne l'a pas fait.

Toutes ces conventions fiscales l'emporteront sur la moindre disposition de la loi locale. Nous modifions les dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu en adoptant ce projet de loi qui, d'après les tribunaux, l'emportera sur les dispositions de la loi de l'impôt sur le revenu.

Je voudrais bien savoir si, quand le ministre des Finances calcule ce que seront ses recettes provenant des sociétés qui exercent leur activité au Canada et qui jouissent du même plafond pour les déductions que les petites entreprises appartenant à des Canadiens même si leurs actionnaires sont étrangers, il calcule des recettes plus importantes que celles qu'il obtiendra en réalité une fois que le projet de loi aura été adopté.

● (1330)

On s'est trop peu intéressé, en ces derniers moments de la session et peut-être même de la législature, à l'incidence de ces conventions fiscales sur les recettes. On peut tenter d'abaisser les impôts prélevés au Canada sur les sociétés canadiennes et étrangères aussi longtemps qu'on sait ce qu'on fait. Je crains que le gouvernement actuel, par l'intermédiaire de ces négociateurs, n'ait préparé certaines conventions qui lieront le ministre des Finances au Canada, car nous mettons fin à la déduction spéciale accordée aux petites entreprises privées au Canada.